



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 28.1.2025  
C(2025) 459 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 28.1.2025**

**modifiant les normes techniques de réglementation définies dans le règlement délégué  
(UE) 2021/931 afin de préciser la formule de calcul du delta prudentiel des options  
d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque sur matières premières**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

L'article 277, paragraphe 5, du règlement (UE) n° 575/2013 (ci-après le «règlement») habilite la Commission à adopter des actes délégués, après soumission de projets de normes par l'Autorité bancaire européenne (ABE) et conformément aux articles 10 à 14 du règlement (UE) n° 1093/2010. Ces actes délégués ont pour objet l'identification des opérations présentant un seul déterminant de risque significatif et des opérations qui en présentent plusieurs, ainsi que l'identification du plus significatif de ces déterminants de risque, aux fins de l'article 277, paragraphe 3, du règlement.

L'article 279 *bis*, paragraphe 3, du règlement habilite la Commission à adopter des actes délégués, après soumission de projets de normes par l'ABE et conformément aux articles 10 à 14 du règlement (UE) n° 1093/2010. Ces actes délégués ont pour objet de préciser, conformément à l'évolution de la réglementation internationale, les formules à utiliser par les établissements pour calculer le delta prudentiel des options d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque de taux d'intérêt ou du risque sur matières premières de manière compatible avec des conditions de marché dans lesquelles les taux d'intérêt ou les prix des matières premières peuvent être négatifs, et la volatilité prudentielle appropriée pour ces formules. Ces actes ont également pour objet de déterminer si une opération correspond à une position longue ou courte sur le déterminant de risque principal ou sur le déterminant de risque le plus significatif dans la catégorie de risques considérée, pour les opérations visées à l'article 277, paragraphe 3, du règlement.

Conformément à l'article 10, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1093/2010 instituant l'ABE, la Commission doit statuer sur l'approbation d'un projet de normes dans les trois mois suivant sa réception. Elle peut aussi, lorsque l'intérêt de l'Union l'impose, n'adopter celui-ci que partiellement ou moyennant des modifications, dans le respect de la procédure spécifique prévue par cet article.

### **2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

Conformément à l'article 10, paragraphe 1, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 1093/2010, l'ABE a procédé à une consultation publique sur le projet de normes techniques soumis à la Commission conformément à l'article 277, paragraphe 5, et à l'article 279 *bis*, paragraphe 3, du règlement. Elle a publié un document de consultation sur son site internet le 14 décembre 2023, et la consultation s'est achevée le 14 mars 2024. Par ailleurs, l'ABE a demandé au groupe des parties intéressées au secteur bancaire, institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1093/2010, de rendre un avis sur ces projets. Elle a présenté à la Commission la version finale du projet de normes techniques, accompagnée d'un document expliquant comment le résultat de ces consultations avait été pris en compte lors de l'élaboration de cette version finale.

Conformément à l'article 10, paragraphe 1, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 1093/2010, l'ABE a également joint à son projet de normes techniques son analyse d'impact de ces normes, contenant notamment une analyse<sup>1</sup> des coûts et avantages qu'elles impliquent.

---

<sup>1</sup> Voir p. 12 à 14 du rapport final relatif au projet de normes techniques, <https://www.eba.europa.eu/activities/single-rulebook/regulatory-activities/market-counterparty-and-cva-risk/regulatory-1>.

### **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Le projet final de normes techniques modifie le règlement délégué (UE) 2021/931 de la Commission en ce qui concerne les normes techniques de réglementation précisant la formule de calcul du delta prudentiel des options d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque sur matières premières aux fins de l'article 279 *bis*, paragraphe 3, point a), du règlement dans le cadre de l'approche standard pour le risque de crédit de contrepartie. Cette formule, qui est compatible avec des prix de matières premières négatifs, utilise une variable d'ajustement  $\lambda$  pour ramener les prix en territoire positif. Ce projet final de normes techniques fixe la méthode de calcul de cette variable d'ajustement  $\lambda$ , ainsi que les paramètres qui doivent être utilisés dans la formule de calcul du delta prudentiel.

Le règlement délégué (UE) 2021/931 devrait également être modifié afin d'adapter son texte au nouveau libellé du règlement (UE) n° 575/2013, tel que modifié par le règlement (UE) 2024/1623.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 28.1.2025

**modifiant les normes techniques de réglementation définies dans le règlement délégué (UE) 2021/931 afin de préciser la formule de calcul du delta prudentiel des options d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque sur matières premières**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012<sup>2</sup>, et notamment son article 279 *bis*, paragraphe 3, troisième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 279 *bis*, paragraphe 3, point a), du règlement (UE) n° 575/2013, il convient, en complément de la formule similaire pour les options d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque de taux d'intérêt, de préciser aussi, conformément à l'évolution de la réglementation internationale, la formule que les établissements doivent utiliser pour calculer le delta prudentiel des options d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque sur matières premières de manière compatible avec des conditions de marché dans lesquelles les prix des matières premières peuvent être négatifs.
- (2) Le chapitre CRE52 du dispositif de Bâle, adopté par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB)<sup>3</sup>, définit l'approche standard pour le risque de crédit de contrepartie (SA-CCR). Dans ce chapitre, le point 52.40 précise la formule que les établissements doivent utiliser pour calculer le delta prudentiel des options d'achat et de vente affectées à une catégorie de risque donnée. La question 2 relative à ce point 52.40 porte sur la manière de calculer le delta prudentiel des options lorsque le terme  $P/K$  est égal à zéro ou négatif et que le terme  $\ln(P/K)$  ne peut donc pas être calculé, par exemple dans un environnement de taux d'intérêt négatifs. La réponse du CBCB à cette question est que, dans ce cas, les établissements de crédit doivent utiliser une formule légèrement différente pour calculer le delta prudentiel des options d'achat et de vente, c'est-à-dire qu'ils doivent intégrer dans la formule une variable d'ajustement du prix et de la valeur d'exercice des options concernées, en ajoutant un  $\lambda$  (« $\lambda$ ») représentant le degré le plus bas possible auquel les taux d'intérêt dans la monnaie concernée sont supposés pouvoir devenir négatifs. Une approche similaire devrait être suivie pour le delta prudentiel des options d'achat et de vente affectées à la catégorie du risque sur matières premières, dans les cas où les prix des matières premières peuvent être négatifs. La variable d'ajustement  $\lambda$  doit être suffisamment importante pour permettre aux établissements de crédit de calculer le delta prudentiel d'une option

<sup>2</sup> JO L 176 du 27.6.2013, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/575/oj>.

<sup>3</sup> [https://www.bis.org/basel\\_framework/chapter/CRE/52.htm?inforce=20230101&published=20200605](https://www.bis.org/basel_framework/chapter/CRE/52.htm?inforce=20230101&published=20200605).

affectée à la catégorie du risque sur matières premières conformément à la formule prévue à l'article 279 *bis*, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013, mais, cependant, suffisamment faible pour ne pas introduire de biais inutile dans le résultat du calcul du delta prudentiel.

- (3) En cohérence avec l'approche exposée dans le règlement délégué (UE) 2021/931 pour les options affectées à la catégorie du risque de taux d'intérêt, il convient, pour les options d'achat et de vente dans la catégorie du risque sur matières premières, d'utiliser la valeur de la volatilité prudentielle déterminée dans les normes internationales adoptées par le CBCB, son utilisation en droit de l'Union étant jugée appropriée.
- (4) Il y a donc lieu de modifier le règlement délégué (UE) 2021/931 en conséquence.
- (5) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques de réglementation soumis à la Commission par l'Autorité bancaire européenne.
- (6) L'Autorité bancaire européenne a procédé à des consultations publiques ouvertes sur le projet de normes techniques d'exécution sur lequel se fonde le présent règlement, analysé les coûts et avantages potentiels qu'il implique et sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur bancaire institué en application de l'article 37 du règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil<sup>4</sup>,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

#### *Article premier*

Le règlement délégué (UE) 2021/931 est modifié comme suit:

1. À l'article 4, paragraphe 4, la partie introductive est remplacée par le texte suivant:  
«Les établissements qui remplissent les conditions énoncées à l'article 94, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013, ou les conditions énoncées à l'article 325 *bis*, paragraphe 1, dudit règlement, peuvent identifier le déterminant de risque le plus significatif en suivant les étapes suivantes au début de l'opération, puis au moins une fois par trimestre:».
2. L'article 5 est modifié comme suit:
  - (a) au paragraphe 1, la phrase introductive est remplacée par le texte suivant:  
«Les établissements calculent comme suit le delta prudentiel ( $\delta$ ) des options d'achat et de vente, lorsqu'elles sont affectées à la catégorie du risque de taux d'intérêt ou à la catégorie du risque sur matières premières, qui est compatible avec des conditions de marché dans lesquelles les taux d'intérêt ou les prix des matières premières peuvent être négatifs:»;
  - (b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:  
«2. Aux fins du paragraphe 1, les établissements calculent la variable d'ajustement ( $\lambda$ ) pour toute option d'achat ou de vente comme suit:

---

<sup>4</sup> Règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 12, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2010/1093/oj>).

$$\lambda_j = \begin{cases} \max\{seuil_j - \min\{P_j, K_j\}, 0\} & \text{si l'option } j \text{ est affectée à la catégorie du risque de taux d'intérêt;} \\ \max\{-(1 + seuil_j) \cdot \min\{P_j, K_j\}, 0\} & \text{si l'option } j \text{ est affectée à la catégorie du risque sur matières premières.} \end{cases}$$

où:

$P_j$  = le prix au comptant ou à terme de l'instrument sous-jacent à l'option  $j$ ;

$K_j$  = le prix d'exercice de l'option  $j$ ;

$seuil_j =$

$\begin{cases} 0,10\%, & \text{si l'option } j \text{ est affectée à la catégorie du risque de taux d'intérêt;} \\ 0,1, & \text{si l'option } j \text{ est affectée à la catégorie du risque sur matières premières.} \end{cases}$

»;

(c) au paragraphe 3, le tableau est remplacé par le tableau suivant:

**«Tableau**

Catégorie de risque	Instrument sous-jacent	Volatilité prudentielle
Taux d'intérêt	Tous	50 %
Matière première	Électricité	150 %
	Autres matières premières (hors électricité)	70 %

».

## Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28.1.2025

*Par la Commission*

*La présidente*

*Ursula VON DER LEYEN*